Nouvelles d'Europe. Mars 2014. N° 1413

Europe contre Russie en Ukraine: une question de puissances

François Vié. Chronique hebdomadaire d'actualité sur l'Union **européenne. Diffusion sur Radio PFM (99.9)**
Les chroniques peuvent être écoutées et lues sur **nouvellesdeurope.com**

Mars 2014

L'Europe se montre impuissante face au coup de force de la Russie en Ukraine. Elle n'a ni la volonté, ni les moyens d'user de la force. D'autant plus que les Américains se sont dégagés de l'Europe pour reporter leurs moyens militaires vers le Pacifique. Les moyens de l'Union européenne, qui ne sont pas négligeables, sont économiques : apporter une aide financière et ouvrir son marché à l'Ukraine ; envisager des sanctions économiques contre la Russie, ce qui a des limites étant donné la trop grande dépendance de l'Europe au gaz russe.
Ce n'est pas le premier coup de force de la Russie face aux Européens. En Moldavie, elle a appuyé en 1991 le séparatisme de la Transnistrie. En Géorgie, elle a annexé en 2008 deux provinces du pays : l'Ossétie du sud et l'Abkhasie.

Deux visions s'affrontent :

- La Russie souhaite reconstituer son empire et raisonne en terme d'extension territoriale, si besoin est par la force. Elle redoute de voir à ses frontières des régimes démocratiques qui mettraient en cause, par l'exemple, son régime autoritaire.
- L'Europe, elle, cherche à affermir dans son voisinage les valeurs sur lesquelles elle est elle-même fondée : économie de marché, état de droit, Droits de l'Homme, démocratie. L'Europe croit, à juste titre, en la force de ses valeurs. Elle propose à ses voisins des partenariats de nature économique.

L'Europe, dans cette crise, est confrontée à la question de la puissance. L'Europe se pense comme une puissance normative. Ce n'est pas par la force qu'elle se fait entendre dans le monde, mais en défendant des normes. Elle impose ses normes techniques par la puissance de son marché intérieur. Elle s'attache à faire avancer ses valeurs, ses normes environnementales et sociales par des accords internationaux. Elle défend l'idée de gouvernance mondiale.

La confrontation avec la Russie montre les limites de cette démarche. L'Union européenne tente en vain de faire signer à la Russie une « Charte de l'énergie » qui lui procurerait des garanties d'investissement et d'approvisionnement. La Russie préfère jouer de la division des pays européens et passer des accords avec les compagnies énergétiques nationales, ENI en Italie, EON en Allemagne.
L'usage de la force, répété, des russes en Transnistrie, en Géorgie et aujourd'hui en Crimée, fait voler en éclat l'illusion des Européens de pouvoir imposer leur modèle par l'exemple et la négociation. Il est évident que la puissance par la norme ne remplacera jamais la puissance classique d'un Etat. Le traité de Lisbonne a apporté un progrès institutionnel en créant le Service européen d'action extérieur. Mais ni les peuples, ni les Etats, ne sont prêts à mettre en commun leurs armées et leurs diplomaties.

Peut-être la crise ukrainienne sera-t-elle l'occasion d'une prise de conscience. On en a vu des indices. C'est le déplacement des trois ministres des affaires étrangères du triangle de Weimar -Allemagne, France, Pologne – qui a permis de trouver un accord entre pouvoir et opposition ukrainienne, à la veille de la chute du régime. On voit aussi, à défaut de rapprochements, des évolutions dans les positions diplomatiques nationales. L'Allemagne notamment a compris que la recherche de compromis avec la Russie dans le but de préserver ses échanges commerciaux est vouée à l'échec.

Les Européens ont eu l'illusion, après la chute du mur de Berlin, que le monde entrait dans une logique de coopération. Or on voit au contraire, en Russie comme en Chine et dans les pays émergents, ressurgir une logique de puissances. Les Etats européens, s'ils veulent s'affirmer dans leur voisinage, et y préserver la

paix, devront accorder leurs positions, définir quels sont leurs intérêts communs. En bref, bâtir une diplomatie commune, et pour cela, une armée commune.